

Les « nouvelles forêts » vues par l'Inventaire Forestier National

Antoine COLIN (IGN)

La superficie des forêts de l'hexagone s'accroît d'année en année depuis un minimum documenté vers le milieu du 19^{ème} siècle. Elle a même doublé au cours des 150 dernières années. Plusieurs facteurs concourent à cette expansion forestière, avec en premier plan le développement de l'usage des énergies fossiles ayant entraîné une révolution agricole et rurale (mécanisation sans précédent, fabrication d'intrants pour l'agriculture, exode rural, etc.). Les terres libérées du pastoralisme et de la petite agriculture paysanne, souvent vivrières, évoluent spontanément vers des friches, des landes, des boisements ouverts et – lorsque les conditions écologiques le permettent – des forêts. L'Etat a également acquis des terres fortement érodées et les a boisées pour stabiliser les sols et prévenir les crues torrentielles. Avec le soutien de l'Etat, des terres pauvres situées dans des régions de moyenne montagne (Morvan, Millevaches, etc.) ou des zones humides (Sologne, massif landais, centre de la Bretagne) ont été plantées afin de « valoriser » des espaces jugés jusque-là improductifs, en y adossant des filières économiques basées sur des essences résineuses parfois exotiques.

Alors que certains paysages se ferment, d'autres s'ouvrent au contraire lorsque les conditions agricoles y sont plus favorables. Si l'arrachage des haies pour agrandir les parcelles agricoles ou encore la coupe des vergers et des arbres épars (ex : pré-vergers du Jura) sont bien documentés, on sait moins que des territoires ont connu un défrichement massif pour créer des paysages d'openfield, marqueurs d'une agriculture spécialisée où s'adossent des industries internationales. Aujourd'hui encore, les zones boisées et les forêts restent parfois perçues comme des réserves foncières à « remobiliser » en fonction des évolutions du marché agricole ou de la pression démographique et du besoin d'infrastructures qui l'accompagne.

Les paysages boisés évoluent continuellement dans le temps et dans l'espace. Ce mouvement se réalise sous nos yeux mais il est pourtant largement imperceptible car il s'opère par petites touches et parce qu'il concerne des territoires peu densément peuplés et donc moins observés. Les forêts changent aussi à leur rythme, suivant une temporalité qui dépasse largement celle des humains.

L'inventaire forestier national est un outil développé par la statistique publique nationale pour suivre l'évolution des forêts sur le temps long. Depuis 2005, il consiste à observer chaque année sur le terrain un échantillon représentatif du territoire national. Le renouvellement périodique des points d'observation permet de détecter les changements de couverture du sol, d'en quantifier l'importance, et même de décrire les types de forêts concernées.

Au cours des 20 dernières années, le bilan net s'élève à +80 000 ha de forêts par an. Quelle est la part des plantations, des accrus mais aussi des défrichements dans ce total ? Quelles forêts sont concernées (composition en essences, habitats naturels, gestion, état sanitaire, etc.) et quelle est la contribution de ces changements au puits de carbone ? Des scénarios d'évolution pour les 25 prochaines années peuvent-ils être esquissés à partir des observations

AGRICULTURE OU FORÊT : L'USAGE DES TERRES ÉVOLUE EN PROFONDEUR
Séance publique du 20 mai 2026

récentes et de l'analyse des facteurs socio-économiques à l'œuvre ? Focus sur des données inédites qui viennent d'être acquises par la photo-interprétation d'images aériennes datant de 2000-2005 sur un échantillon de 35 000 points d'observation inventoriés récemment par l'inventaire forestier national.